



# Communiqué de Presse

La Manche, samedi 25 mai 2024

## Contournement Sud-Ouest de Cherbourg-en-Cotentin

**Les Aficionados veulent une route, mais ne savent pas pourquoi. C'est le constat fait par le garant Bruno Boussion dans son bilan de concertation préalable au projet de contournement ouest de Cherbourg. A l'inverse, la population défavorable au projet a su développer clairement les raisons qui motivent son refus.**

Ces raisons ont largement été exprimées « allant du contexte local avec ses enjeux et ses impacts au contexte mondial du réchauffement climatique obligeant à revoir nos modes de vie et donc de déplacement. » Le public, parfaitement conscient, a bien compris que les enjeux économiques ne sont plus en phase avec les enjeux écologiques. C'est précisément sur ces questions importantes pour la France insoumise de la Manche et restées sans réponse, que le département devra s'exprimer dans les prochains mois, quand bien même la date du 24 juin 2024 est d'ores et déjà arrêtée pour délibérer de l'avenir du projet en conseil départemental.

Pour l'heure, un point essentiel demeure sans précisions particulières : dans l'éventualité de l'abandon du projet, une option dite « de référence » a été prévue par le département sans que celle-ci n'ait été présentée et détaillée au public.

La France insoumise de la Manche se joint à la demande du garant et appelle le département à présenter son alternative de requalification de l'itinéraire RD22/RD56, d'aménagements ponctuels sur la RN13 et de construction de 2 km de route nouvelle.

De plus, plusieurs questions à même de réinterroger l'opportunité du projet restent à préciser :

- les projections de population utilisées dans l'étude pour effectuer les simulations de trafics sont contraires à celles publiées par l'INSEE,



[lfimanche@gmail.com](mailto:lfimanche@gmail.com)



NUPES - LFI Manche



[nupes\\_lfi\\_manche](https://www.instagram.com/nupes_lfi_manche)

- l'étude d'impact sur le trafic des récents investissements du BNG n'est pas réalisée,
- la sécurisation des voies inadaptées ne pouvant attendre 10 ans de plus sans que rien ne soit fait.

Bien qu'hypothétique et non définie, l'annonce du doublement des effectifs d'Orano n'a pas été prise en compte dans le chiffrage des flux. Certains points de passage seraient dès lors sous-dimensionnés avant même d'être aménagés. Ajouter à cela le fait que le site ne pourra jamais accueillir un report en véhicules aussi conséquent, le développement de mobilités alternatives véritablement efficaces est inévitable. Le garant demande que soient inclus « les industriels et leurs salariés » afin de développer les offres de mobilités alternatives et contribuer à « faire changer les modes de déplacements ». Simple et pertinent mais absent dans le projet, à l'image du plus évident et du moins onéreux qui consiste à augmenter la fréquence de passage des bus et à faire coïncider les horaires avec ceux des salariés.

Le garant a également pris acte « par retour d'habitants », que « la distribution de courrier relatif à la tenue d'une concertation concernant le projet de contournement a connu « des déboires ».»

Finalement quand on sait que la population concernée par le projet équivaut à celle du SCOT, soit 204 000 habitants, que seulement 77 750 courriers ont été distribués représentant 38%, à peine un quart de la population concernée, il est difficile de penser qu'il s'agisse simplement de « déboires ».

Afin de ne pas conforter l'idée qui voudrait que la décision soit déjà prise et rassurer la population n'ayant pas été convaincue par la prestation démocratique de la concertation, nous demandons aux porteurs du projet de tenir compte des recommandations émises par le garant et de respecter les avis prononcés par les différents acteurs.

Pour LFI Manche  
**Quentin BRIEGEL**

